

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Nidwalden
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Beer, Urs
Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Denz, Andrea
Heer, Elia
Hohl, Sabine
Müller, Eva
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Bevorzugte Zitierweise

Beer, Urs; Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Müller, Eva; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Nidwalden, 1990 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	2
Wahlen in kantonale Regierungen	10
Kantonale Ersatzwahlen	14
Eidgenössische Wahlen	15
Ständeratsersatzwahlen	18

Abkürzungsverzeichnis

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen

WAHLEN
DATUM: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées**. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle.

Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalman-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.²

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 01.01.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahlen in sieben Kantonalparlamente** (BE, GL, JU, NW, OW, VD, ZG) bestätigten gewisse Tendenzen, welche sich in den vorherigen Kantonalwahlen angekündigt hatten. Die FDP erlitt weitere Verluste und büsste insgesamt elf Sitze ein. Auch die CVP musste Federn lassen und verlor weitere neun Mandate. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten einen kräftigen Mandatszuwachs verzeichnen, nachdem sich schon im Vorjahr gesamthaft eine aufsteigende Tendenz, insbesondere in der Westschweiz, abgezeichnet hatte.

Die Auto-Partei (AP) wurde in ihrer rasanten Fahrt auf Erfolgskurs gebremst: Einzig in Bern konnte sie mit einem Mandat Einzug in ein Kantonalparlament halten. Auf kommunaler Ebene konnte sie immerhin in Winterthour drei Sitze erobern, in Zürich hingegen ging sie leer aus. Die Grüne Partei sowie grün-alternative Bewegungen konnten weiterhin Sitze zulegen, so in der Waadt, in Nidwalden und in den Städten Winterthour und Zürich. Die rechtsnationalistische Nationale Aktion (NA), welche sich in Schweizer Demokraten (SD) umbenannt hat, erlitt grosse Verluste und ist nach dem Ausscheiden in der Waadt nur noch in fünf Kantonen im Parlament vertreten. Der Anteil der Frauen in den kantonalen und kommunalen Parlamenten stieg weiter an; von den 735 im Berichtsjahr in sieben Kantonen (ohne AR) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 105 weiblich (14,4%). Genf liegt weiterhin mit 32% an der Spitze, den Schluss bildet Schwyz mit 4%; in den Stadtparlamenten hat inzwischen die Zürcher Frauenvertretung mit einem Anteil von 32% diejenige von Lausanne (29%) überholt.

WAHLEN
DATUM: 01.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

In Nidwalden ging das "**Demokratische Nidwalden**" (DN) **als klarer Sieger** aus den Landratswahlen hervor. Auf Kosten von drei freisinnigen und zwei christlichdemokratischen Sitzen erhöhte die vor acht Jahren gegründete grüne Gruppierung ihre Mandatzahl um fünf auf acht. Das DN, welches weder der Grünen Partei noch dem Grünen Bündnis angehört, kämpfte insbesondere gegen die Pläne der NAGRA für ein Endlager radioaktiver Abfälle am Wellenberg. Die CVP als dominierende Partei verfügt im neuen Parlament noch über genau die Hälfte der Sitze. Der Frauenanteil stieg von drei auf sieben Sitze (11,7%).³

WAHLEN
DATUM: 01.01.1994
EVA MÜLLER

Bei den Gesamterneuerungswahlen für acht Kantonalparlamente (BE, GL, GR, JU, NW, OW, VD, ZG) kam es nur zu **leichten Sitzverschiebungen**. Die **FDP** und die **SVP** konnten mit fünf, respektive drei **Sitzgewinnen** ihren Aufwärtstrend insgesamt leicht fortsetzen, wobei dieser in den verschiedenen Kantonen nicht einheitlich verlief. In Zug, wo die SVP zum ersten Mal antrat, erreichte sie auf Antrieb Fraktionsstärke. Die **CVP konnte ihre Erosion bremsen** und büsste gesamtschweizerisch - vor allem dank fünf Sitzgewinnen in Ob- und Nidwalden - nur einen Sitz ein, wobei sie in Zug mit drei Sitzen die meisten Mandate verlor. Die SP konnte im Kanton Waadt drei Sitze dazugewinnen, büsste aber insgesamt vier Sitze ein. Gleich sechs Mandatsverluste und somit den grössten Aderlass musste die Grüne Partei hinnehmen, wobei die Verluste im Kanton Bern mit vier Sitzeinbussen am empfindlichsten waren. Dafür konnte im Kanton Bern die Auto-Partei (neu Freiheits-Partei) fünf Sitze dazugewinnen.

Sehr ausgeprägt bestätigte sich auch dieses Jahr der **Zuwachs des Frauenanteils** in den Kantonalparlamenten. Während in Bern 16 Frauen neu ins Parlament einzogen, waren es im Kanton Waadt und im Graubünden je 10, was im Graubünden einer Verdoppelung des Frauenanteils gleichkommt. (Der Vergleich basiert auf den kantonalen Wahlen 1990. Später ins Parlament nachrutschende bzw. zurücktretende Frauen wurden nicht berücksichtigt.) Obwalden und Nidwalden konnten ihren Frauenanteil ebenfalls fast verdoppeln. Lediglich im Kanton Jura blieb der Frauenanteil konstant. Insgesamt waren **in den acht Kantonen von 855 gewählten Parlamentsmitgliedern 169 Frauen (19,8%)**, wobei die SP mit 50 einmal mehr am meisten Frauen in die kantonalen Legislativen schickte. Gesamtschweizerisch lag der Frauenanteil in den kantonalen Parlamenten Ende 1994 bei 21% (1993: 19,1%), wobei sich Genf mit 36% weiterhin an der Spitze befindet. Glarus bildet mit 7,5% das Schlusslicht.

Deutlich manifestierte sich auch im Berichtsjahr eine **sinkende Wahlbeteiligung**, ein Trend, von dem lediglich der Kanton Waadt leicht abwich. Im Kanton Baselland, wo es sechs zusätzliche Mandate im Landrat zu verteilen gab, fanden Ergänzungswahlen statt.

WAHLEN
DATUM: 13.03.1994
EVA MÜLLER

Im Nidwaldner Landrat konnte die **CVP** mit drei Sitzgewinnen die **absolute Mehrheit zurückerobern** und hält nun 33 der 60 Sitze. Ein Sitzgewinn ging auf Kosten der Liberalen (fdp), die anderen zwei auf Kosten der rot-grünen Oppositionspartei Demokratisches Nidwalden, die neu nur noch sechs Mitglieder stellt. Deren Kampf gegen die Nagra-Endlagerpläne am Wellenberg, vorab aber die Kritik an der Exportpolitik der Pilatus-Flugzeugwerke, wurden vom Stimmvolk nicht honoriert. Die Frauen, allesamt bürgerlich, konnten ihre Sitzzahl um sechs auf 13 erhöhen.⁴

WAHLEN
DATUM: 15.03.1998
URS BEER

Bei den Nidwaldner Landratswahlen **verlor die CVP drei Mandate** und somit die **absolute Mehrheit** im Parlament, wo sie noch 30 der 60 Sitze besetzt. Ihre Stellung als zweitstärkste Partei konnte die FDP (in Nidwalden Liberale) verteidigen, die jedoch trotz hohen Zielen auf 21 Mandaten sitzen blieb. Zu den Gewinnerinnen zählten die gemeinsam angetretenen Linksparteien: zwei zusätzliche Sitze gingen an die **Wahlsiegerin**, das **Demokratische Nidwalden** (8 Sitze), einer an die **SP**, die **erstmal**s seit 1986 **wieder** im Landrat **vertreten** ist. Die Frauen verbesserten ihre Vertretung im Landrat im Vergleich zu den Wahlen von 1994 um zwei auf 15 Sitze (während der letzten Legislaturperiode nachgerutscht), womit der **Frauenanteil auf 25%** gestiegen ist.⁵

WAHLEN

DATUM: 03.03.2002
MAGDALENA BERNATH

Bei den Wahlen in den 60-köpfigen Landrat bewarben sich 148 Personen, so viele wie noch nie zuvor in den letzten 20 Jahren. Die **SVP** Nidwalden trat drei Jahre nach ihrer Gründung mit 17 Kandidierenden an und **eroberte auf Anhieb 7 Sitze. Grosse Verliererin war die CVP** (24), die sechs Mandate, fünf davon an die SVP, verlor – und damit endgültig die absolute Mehrheit. Die FDP (19) musste ebenfalls zwei Sitze an die SVP abtreten. Die Linke konnte ihre Mandate halten: Die SP und das Demokratische Nidwalden stellen weiterhin 9 Abgeordnete. Für eine Überraschung sorgte die parteilose Gruppierung in Dallenwil, die auf Anhieb zwei Mandate eroberte, jedoch nur einen Kandidaten aufgestellt hatte. In einer Nachwahl, an der sich alle Parteien beteiligen konnten, ging der Sitz an die CVP. Die Frauen sind nur noch mit 11 Abgeordneten (-4) vertreten (18,3%).⁶

WAHLEN

DATUM: 26.03.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Insgesamt **bestätigten die Wahlen vom März die Kräfteverhältnisse**, die sich 2002 im Landrat ergeben hatten. Um die 60 Mandate bewarb sich eine Rekordzahl von 166 Kandidierenden in elf Wahlkreisen. Die SVP war die klare Gewinnerin der Wahlen und konnte sich von 7 auf 10 Sitze verstärken, was unter anderem darauf zurückzuführen war, dass sie nun erstmals in allen Wahlkreisen antrat. Je einen Sitz verloren CVP, FDP und die in Nidwalden unbedeutende SP. Mit 23 Sitzen stabilisierte sich die CVP nach den starken Verlusten der letzten Wahl als stärkste Fraktion, gefolgt von der FDP mit 18 Sitzen. Da das grüne Demokratische Nidwalden seine 7 Sitze verteidigen konnte, verringerte der Sitzverlust der SP (1 Sitz) den Anteil des linken Lagers nur unwesentlich. Das Parlament wird weiterhin von einem Parteilosen komplettiert. Der Frauenanteil blieb mit 18,3% (11 Abgeordnete) konstant. Die Stimmbeteiligung lag mit 46% wesentlich tiefer als vor 4 Jahren, beim erstmaligen Antreten der SVP (58%).⁷

WAHLEN

DATUM: 07.03.2010
MARC BÜHLMANN

161 Kandidierende (davon 50 Frauen) bewarben sich um die **60 Sitze im Landrat**, aus dem 19 Amtierende per Ende Legislatur zurücktraten. Während die SVP und die Grünen ihre Präsenz ausbauen und mit deutlich mehr Kandidierenden antraten als noch vier Jahre zuvor, bekundeten die FDP, die CVP und die SP mehr Mühe, Kandidierende zu finden als bei den letzten Parlamentswahlen.

Für die SVP zahlte sich der Effort aus. Fast ein Drittel aller Wählerinnen und Wähler legte ihre Liste ein, woraus ein Gewinn von acht Sitzen resultierte. Die erst vor acht Jahren zum ersten Mal angetretene **SVP** ist mit 19 Sitzen **neu die stärkste Fraktion im Nidwaldner Parlament** und überholte nicht nur die FDP, die einen Sitz einbüsste (neu: 17 Mandate), sondern auch die bis anhin stärkste Partei, die CVP, die fünf Sitzverluste hinnehmen musste (neu: 18 Mandate). Hatte die CVP vor 15 Jahren noch fast die Hälfte der kantonalen Wahlbevölkerung hinter sich, wurde sie 2010 noch von 31,3% gewählt (-8 Prozentpunkte im Vergleich zu den Vorwahlen). Die Sitzgewinne der SVP gingen auch zu Lasten der Grünen, die zwei Sitze abgeben mussten (neu 5 Mandate; 12,5% Wähleranteil). Ihren einzigen Sitz halten konnte die SP (2,1%). Keinen zählbaren Erfolg hatte die parteilose Liste Ennetbürgen und die überparteiliche Liste Beckenried. Der deutliche Rechtsrutsch im Landrat ging mit einer starken Abnahme des bereits geringen Frauenanteils einher. In den nächsten vier Jahren sind lediglich 16,7% der Nidwaldner Parlamentarier Frauen (2006: 18,3%), die tiefste Quote seit 1994. Vorerst nur unter Vorbehalt gewählt waren Peter Waser (SVP) und Niklaus Waser (FDP), da Brüder nach geltender Verfassung nicht gleichzeitig im Landrat sitzen dürfen. Allerdings wurde dieser Passus mit der Abstimmung zur Änderung der Kantonsverfassung betreffend die Organisation der Justiz am 2. Mai des Berichtjahres hinfällig. Die Wahlbeteiligung lag bei 53%, rund 9 Prozentpunkte höher als bei den Wahlen von 2006.⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

Die **Diskussionen** um die kantonalen Wahlverfahren **flauten auch 2014 nicht ab**. Während der Bundesrat dem reinen Majorzverfahren eher skeptisch gegenübersteht, ist das Bundesgericht kulanter und lässt sowohl das Majorz- wie auch das Proporzverfahren zu. Bei letzterem darf aber kein zu hohes Quorum gelten. Ein Sitz sollte – so das höchste Gericht – mit einem Stimmenanteil von maximal 10% erzielt werden können. Dies ist abhängig von der Grösse der einzelnen Wahlkreise. Ziemlich vehement verlief die Debatte im Kanton Schwyz. 2013 hatte das Bundesgericht das neue Schwyzer Wahlrecht – ein Mischverfahren aus Proporz und Majorz – aufgrund der zu hohen Quoren als nicht konform beurteilt und der Nationalrat hatte die Erhaltung der Kantonsverfassung, bzw. des Teils mit dem Wahlrecht abgelehnt. In der teilweise sehr emotional geführten Debatte wehrte sich die SVP gegen den „schleichenden Staatsstreich“ des Bundesgerichtes, gegen dessen Einmischung man sich zur Wehr

setzen wolle. Entsprechend machte sich die Volkspartei mit Hilfe einer Initiative zur Einführung des Majorzes für eine einphasige Mehrheitswahl stark. Die anderen Parteien, die sich im kantonalen Parlament unterstützt von der Regierung durchzusetzen vermochten, bevorzugten hingegen den so genannten, bereits von den Nachbarkantonen Zug und Nidwalden eingeführten "doppelten Pukelsheim". Das Doppeltproporzverfahren, das in einem ersten Schritt die Mandate den Parteien über den ganzen Kanton hinweg zuteilt und in einem zweiten Schritt die Sitze auf die einzelnen Gemeinden verteilt, sichert eine repräsentative Abbildung aller politischen Kräfte des Kantons im Parlament. Zu reden gab nicht nur die Opposition der SVP gegen „deutsche Professoren, die sich nicht in urschweizerische Angelegenheiten einzumischen hätten“ – Friedrich Pukelsheim ist ein deutscher Mathematiker – sondern auch die Höhe eines Quorums, das bei diesem Verfahren verhindern soll, dass zu viele Kleinstparteien Erfolg haben. Als Kompromissvorschlag obsiegte schliesslich eine 1-Prozent-Hürde. Das letzte Wort wird die Schwyzer Stimmbürgerschaft im März 2015 haben. Im Kanton Zug reichte die Piratenpartei gegen die hier beschlossene 3-Prozent-Hürde eine Beschwerde ein. Die Zuger Stimmbevölkerung hatte bereits 2013 mit grossem Mehr den doppelten Pukelsheim eingeführt. Allerdings forderte der Zuger Regierungsrat in einer Standesinitiative die „Wiederherstellung der Souveränität der Kantone in Wahlfragen“. Im Juli doppelte der Kanton Uri mit einer Standesinitiative nach, die ebenfalls Souveränität der Kantone bei Wahlfragen als verfassungsgrundsatz forderte. Beide Kantonsbegehren, die 2014 im Parlament noch nicht behandelt wurden, waren eine deutliche Spitze gegen die Einmischung des Bundesgerichtes. Dieses wies die Beschwerde der Piraten im Dezember ab. Damit wurde auch eine im September 2014 eingereichte Beschwerde der Zürcher Piratenpartei gegen die 5-Prozent-Hürde bei den kantonalen Wahlen in Zürich obsolet. Auch im Kanton Uri läuft die Diskussion um ein neues Wahlverfahren und auch im Urkanton ist der Unmut gegen die Bevormundung gross. Im Kanton Graubünden fanden die Wahlen 2014 zwar noch nach dem reinen Majorzverfahren statt – neben Graubünden nur noch in den beiden Appenzell Usanz – dagegen machte sich allerdings Widerstand breit. 33 Stimmberechtigte – darunter auch ehemalige Grossräte – reichten unmittelbar nach den Wahlen Beschwerde ein, da die Stimmkraftgleichheit in den krass unterschiedlich grossen 39 Wahlkreisen verletzt sei. Freilich haben sich die Bündner Stimmberechtigten zwischen 1927 und 2013 nicht weniger als acht Mal gegen die Einführung eines Proporzverfahrens gewehrt, ähnlich wie die Stimmberechtigten im Kanton Appenzell Ausserrhoden, wo die Idee eines proportionalen Verfahrens zwischen 1920 und 2008 sechs Mal an der Urne abgeschmettert worden war. Hängig ist hier allerdings eine 2011 eingereichte Beschwerde gegen das Majorzverfahren. Zudem hiess die Ausserrhoder Stimmbevölkerung im November 2014 mit einer grossen Mehrheit von 79.8% Ja-Stimmenanteil eine Reform der Sitzverteilung gut, mit der die Stimmkraftgleichheit verbessert werden soll. Weil jede der 20 Gemeinden bisher fix einen Sitz im 65-köpfigen Kantonsrat hatte und die restlichen 45 Sitze dann nach Einwohnerzahl verteilt wurden, waren die rund 60% der Bevölkerung, die in den fünf grössten Gemeinden wohnen, mit lediglich 31 Sitzen (also nur zu 48%) im Kantonsparlament vertreten. Mit der gutgeheissenen Reform wird die Vorverteilung des einen Sitzes aufgehoben und die Sitzverteilung im Divisorverfahren vorgenommen, wobei allerdings auch Kleinstgemeinden mindestens einen Sitz erhalten sollen. Dies hat zur Folge, dass die grossen Gemeinden mehr Sitze erhalten – allen voran Herisau, das neu 18 statt wie bisher 14 Abgeordnete stellt. Noch nie zur Debatte stand das Wahlverfahren im Kanton Appenzell Innerrhoden.⁹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

In **sechs Kantonen** fanden 2014 **Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente** statt. Obwohl noch viel Zeit bis zu den eidgenössischen Wahlen blieb, wurden die kantonalen Wahlen in den Medien als Orakel für einen möglichen Ausgang im Herbst 2015 auf nationaler Ebene herangezogen. Von den kantonalen Resultaten Trends abzulesen, gestaltet sich aus mindestens drei Gründen als eher schwierig. Erstens sind kantonale Kontexte sowohl für kantonale als auch für nationale Wahlen sehr unterschiedlich. Kantonale Wahlen lassen sich weder untereinander noch mit eidgenössischen Wahlen einfach vergleichen. Zweitens fanden 2014 kantonale Wahlen in den eher kleinen Kantonen Zug, Nidwalden, Obwalden und Glarus statt. Hier ist nicht nur das kantonale Umfeld verschieden, sondern diese Kantone sind auch als Wahlkreise für die nationalen Wahlen aufgrund ihrer geringen Sitzzahlen eher wenig bedeutend. Drittens lassen sich auch in den beiden grösseren Kantonen Graubünden und Bern keine deutlichen Trends ablesen. So konnte die SVP zwar in den Kantonen Bern und Graubünden um jeweils fünf Sitze zulegen, dies geschah aber nur in Bern auf Kosten der BDP. Oder die SP verlor zwar in Bern zwei Sitze, legte aber in Graubünden um drei Sitze zu. Auch bei der CVP und der FDP gab es keine eindeutigen Entwicklungen. Zwar verlor

der Freisinn in den sechs Kantonen insgesamt acht Sitze, in Bern, Glarus und Obwalden konnte man die eigenen Mandate jedoch verteidigen. Auch die CVP konnte ihre Sitze in Glarus halten, musste aber in allen anderen Kantonen einen Sitz (bzw. in Graubünden zwei Sitze) abgeben. In Bern bedeutete dieser Sitzverlust, dass die CVP nicht mehr im kantonalen Parlament vertreten ist. Die Grünen verloren zwar einen Sitz in Bern, konnten aber in Nidwalden (+3 Sitze) und in Zug (+2 Sitze) ihre Mandatszahl um total fünf Sitze ausbauen. Ausser im Kanton Graubünden, wo die beiden Sitze gehalten wurden und in den Kantonen Nidwalden und Obwalden, wo sie nicht antrat, konnte die GLP ihre Mandate jeweils mindestens verdoppeln. Im Kanton Glarus machten die Grünliberalen auf Anhieb zwei Sitze und in Bern konnten sie ihre Mandatszahl von vier auf elf fast verdreifachen. Interessant war die Entwicklung für die BDP, da sie in ihren drei Gründerkantonen antrat. Während sie im Kanton Graubünden um einen Sitz zulegen konnte, und im Kanton Glarus ein Mandat abgeben musste, brach sie im Kanton Bern buchstäblich ein und verlor elf Sitze.

Mit den per Saldo 10 Sitzgewinnen baute die SVP den Anteil an allen kantonalen Parlamentssitzen erneut aus. Die SVP verfügte Ende 2014 über 573 der total 2559 kantonalen Parlamentssitze (ausgenommen AI), was einem Anteil von 22,4% entspricht. Nach wie vor an zweiter Stelle lag auch Ende 2014 die FDP, die 20,4% aller kantonalen Parlamentssitze ihr Eigen nannte (521 Sitze). Kopf an Kopf lagen Ende 2014 die CVP und die SP, wobei die Christlichdemokraten mit 454 Sitzen (17,7%) noch leicht die Nase vor den Genossen hatten, die über 453 kantonale Mandate verfügten (17,7%). Die fünftstärkste Kraft waren die Grünen, die über 187 Mandate verfügten. Die GLP (89 Sitze) und die BDP (77 Sitze) waren also Ende 2014 in den Kantonen zwar einigermaßen präsent, aber noch einige Sitze von den arrivierten Parteien entfernt. Über immer noch 40 Sitze verfügte die EVP, die vor allem in den Kantonen Bern, Zürich, Aargau und Thurgau auf eine Stammwählerschaft zählen kann. Die extreme Linke hielt 28 Sitze und die EDU verfügte noch über 20 Mandate. Leidglich rund 4 Prozent aller Sitze (107) wurden von anderen Parteien gehalten, wobei in Genf 20 Sitze auf das MCG und im Tessin 22 Sitze auf die Lega entfielen.

In drei der sechs Kantone, in denen die Parlamente gesamterneuert wurden, stieg der Frauenanteil wieder leicht an: In Bern betrug er nach den Wahlen 31,9%. Auch in den Kantonen Glarus (16,7%) und Zug (27,5%) konnten die Frauen leicht zulegen. Abgenommen hat die Frauenquote allerdings in den Kantonen Obwalden (29,1%), Nidwalden (16,7%) und Graubünden (19,2%). Ende 2014 betrug der Frauenanteil in allen Kantonsparlamenten zusammen genau 25% – wobei nur die jeweiligen Resultate unmittelbar nach den Wahlen berücksichtigt wurden – was gegenüber dem Vorjahr (24,6%) eine leichte Steigerung bedeutete.

Die Wahlbeteiligung in den sechs Kantonen war sehr unterschiedlich. Während in den Kantonen Bern und Glarus nicht einmal mehr ein Drittel der Stimmbürgerschaft das Wahlrecht wahrnahm, lag die Beteiligung in Nidwalden und Obwalden knapp unter der 50%-Grenze. In Zug beteiligten sich noch 40,5%. Mit Ausnahme von Glarus hat die Beteiligung damit im Vergleich zu den Wahlen 2010 überall weiter abgenommen. Ein Blick auf alle Kantone und die kantonalen Wahlen zwischen 2010 und 2014 zeigt, dass neben Bern und Glarus auch die Wahlbevölkerung in den Kantonen Aargau, Thurgau und Neuenburg ziemlich wahlfaul ist. Auch hier lag die Beteiligung bei den letzten kantonalen Parlamentswahlen unter einem Drittel. Unter 40% lag auch die Wahlbeteiligung in den Kantonen Zürich, Uri, Solothurn, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Appenzell Ausserrhodon und St. Gallen. Einzig in den Kantonen Schaffhausen, Tessin und Wallis machten mehr als 50% der Bevölkerung von ihrem Wahlrecht Gebrauch. In der Hälfte der 24 Kantone – die Wahlbeteiligung wird nicht erhoben in den Kantonen Appenzell Innerrhodon und Graubünden – zeigte sich im Vergleich zu den letzten Wahlen eine Abnahme der Wahlbeteiligung.¹⁰

WAHLEN
DATUM: 23.03.2014
MARC BÜHLMANN

Der **60-köpfige Landrat**, das Parlament im Kanton Nidwalden, wurde **erstmals mit dem doppelten Pukelsheim gewählt**. Die Wählerstimmen werden also neu für den gesamten Kanton erhoben und in Parteisitze umgerechnet. Erst dann werden die Resultate auf die elf Gemeinden, denen zwischen zwei und zwölf Landratssitze zustehen, heruntergebrochen. Insgesamt 167 Kandidierende traten an, darunter 46 Bisherige. Einen neuen Kandidierendenrekord verzeichnete die SP, die in insgesamt acht Gemeinden mit 21 Personen antrat – vor vier Jahren waren es noch 6 Kandidierende in lediglich einer Gemeinde. Auch dank dem neuen Wahlverfahren rechneten sich die Genossen gute Chancen aus. Ziel war es, einen oder zwei Sitze zum bestehenden Mandat hinzu zu gewinnen. Auch die Grünen versprachen sich dank dem doppelten

Pukelsheim eine Vermehrung der aktuell fünf Sitze. Es waren Vertreter der GP, die das alte System erfolgreich vor Bundesgericht angefochten hatten und bei der Abstimmung zur Einführung des neuen Systems die grosse Mehrheit der Stimmbevölkerung hinter sich scharen konnten. Das ambitionierte Ziel der FDP (17 Sitze) war es, stärkste Fraktion im Landrat zu werden. Vor den Wahlen war der Freisinn knapp hinter der CVP (18 Sitze) die drittstärkste Kraft im Landrat. Die SVP, ihrerseits mit 19 Sitzen stärkste Partei, machte auf ihre 37 Kandidierenden aufmerksam, indem sie Klebebilder anfertigte, die – ähnlich wie die Panini-Fussballbildchen – gesammelt und in ein Album geklebt werden konnten. Der Werbegag – in Nidwalden wurden von allen Parteien auffällig viele Giveaways verteilt, vom Apfel über Leuchtstifte bis hin zu Wanderkarten – sollte mithelfen, die eigene Wählerstärke noch weiter auszubauen. Probleme bereitete Philipp Niederberger, weil es ihn zwei Mal gab. Der eine Niederberger gehörte der CVP an, der andere den Grünen und beide kandidierten in Hergiswil. Der Gemeindeschreiber erklärte in den Medien, dass der Name mit einem Zusatz (am besten der Partei) versehen werden müsse, damit die Wahlabsicht eindeutig sei, wenn die neutrale Liste benutzt werde. Dass namentliche und verwandtschaftliche Nähe in kleinen Kantonen durchaus ein politisches Problem darstellen können, zeigt der Umstand, dass Blutsverwandtschaft zwar im Kanton Obwalden, nicht aber im Kanton Nidwalden ein Grund für eine Wahlverweigerung ist. Mit anderen Worten: Während im Kanton Nidwalden z.B. Schwestern oder Vater und Sohn gleichzeitig im Landrat sitzen dürfen, ist dies in Obwalden nicht möglich.

Die Wahlen am 23. März waren eine Bestätigung dafür, dass das neue Wahlsystem die Kräfte besser abbildet und die kleinen Parteien weniger benachteiligt. In der Tat kam es – entgegen dem allgemeinen Trend in der Schweiz – zu einem Linksrutsch im Nidwaldner Parlament. Alle bürgerlichen Parteien inklusive der SVP mussten Sitze zugunsten der SP und der GP abgeben. Die SVP blieb trotz ihrem Verlust von zwei Sitzen (neu: 17 Sitze) wählerstärkste Partei (29,1%) und konnte in der Wählergunst sogar noch zulegen (+2,5 Prozentpunkte), aber eben nicht mehr vom Proporzglück profitieren. Allerdings trennten die Volkspartei von der CVP, die einen Sitz verlor und neu ebenfalls auf 17 Sitze kam, nur gerade 14 Wählerstimmen. Die Wählerstärke der CVP betrug neu 29,1% (- 2,1 Prozentpunkte). Die FDP büsste zwei Sitze ein (neu 15 Sitze; 24,2%) und musste 3,1 Prozentpunkte weniger Wählerunterstützung hinnehmen. Sowohl die Grünen, die um drei Sitze zulegten (neu: 8 Sitze; 12,8%; + 0,9 Prozentpunkte) als auch die SP, die zwei Mandate hinzugewann (neu: 3 Sitze; 4,8%; + 2,7 Prozentpunkte) freuten sich auf eine neue Dynamik im Landrat. Nachwahlanalysen zeigten, dass es der SP besonders gut gelungen war, Neuwähler zu mobilisieren, was auch damit zu tun hatte, dass sie in einzelnen Gemeinden zum ersten Mal überhaupt antrat. Einen neuen Minusrekord verzeichnet der Frauenanteil, der nur noch bei 15% zu liegen kam und seit 1998, als ein Viertel der Landratssitze mit Frauen besetzt waren, kontinuierlich abgenommen hatte. Ebenfalls im Vergleich zu den Vorwahlen abgenommen hatte die Wahlbeteiligung, die noch bei 49,9% lag (2010: 53,0%).

Eine weitere Besonderheit des neuen Wahlverfahrens zeigte sich im November: Nachdem der CVP-Landrat Philipp Niederberger seinen Rücktritt erklärt hatte und beide Personen, die auf der Liste nachrücken würden, auf den Sitz verzichtet hatten, musste die CVP Hergiswil eine Ersatzperson finden, die eigentlich gar nicht zur Wahl gestanden hatte. Nach dem alten Verfahren hätte eine Ersatzwahl stattgefunden, der doppelte Pukelsheim sieht hingegen vor, dass die gleiche Partei in derselben Gemeinde während der ganzen Amtszeit ein Anrecht auf den Sitz hat und entsprechend auch eine bei den Wahlen ursprünglich nicht aufgestellte Person bestimmen kann. Zum Handkuss kam so Karin Costanzo-Grob.¹¹

WAHLEN
DATUM: 05.10.2014
MARC BÜHLMANN

Noch im September 2013, also im Vorjahr der anstehenden Zuger Kantonsratswahlen 2014, hatten die Zugerinnen und Zuger eine **neue Sitzverteilung nach dem System des Doppelproporzverfahrens** – dem so genannten **doppelten Pukelsheim** – angenommen. Gleichzeitig mit dem neuen Verfahren wurden Wahlquoten eingeführt: Das neue Wahlverfahren bringt zwar eine Verbesserung hinsichtlich der Repräsentation des Wählerwillens, kann aber auch zu einer Zersplitterung des Parteiensystems mit zahlreichen kleinen Parteien führen, die mit dem Verfahren grössere Erfolgchancen haben. Um dies zu verhindern wird mit dem doppelten Pukelsheim in der Regel eine Erfolgshürde eingebaut. Im Kanton Zug muss eine Partei 5 Prozent der Stimmen in einem Wahlkreis oder 3 Prozent im gesamten Kanton erhalten, um Anspruch auf einen Sitz zu haben. Gegen diese Hürden regte sich in Zug allerdings Widerstand. Die Piratenpartei Zentralschweiz legte Mitte Juni 2014 beim Regierungsrat Beschwerde gegen die Anwendung der Hürde ein. Diese war bei den Wahlen im Oktober noch beim Bundesgericht hängig. Die Meinungen zum neuen Verfahren waren geteilt. Das Zuteilsverfahren nach Pukelsheim garantiert, dass jede Stimme gleichviel zähle, egal ob

die Stimme aus einer grossen oder kleinen Gemeinde stamme, was der Linken durchaus zugutekäme, erwartete Jolanda Spiess (al-gp), wohingegen von rechts-bürgerlicher Seite als ungerecht empfunden wurde, dass ein eigentlich in einer Gemeinde gewählter Kandidierender einer Partei zu Gunsten einer Kandidatin einer Minderheit verzichten müsse, obwohl diese Minderheit im entsprechenden Wahlkreis gar keinen Sitz erhalten hätte. So würden die grossen Gemeinden den kleinen vorschreiben, wer für sie in den Kantonsrat gehe, meinte etwa der Zuger Nationalrat und Wahlkampfleiter Gerhard Pfister (cvp). Die Parteien schielten insbesondere auf die Wahlen in Nidwalden, die ebenfalls neu mit dem Pukelsheim durchgeführt worden waren und der kleinen Linken einen Erfolg beschert hatte. Allerdings war die Ausgangslage in Zug von jener in Nidwalden verschieden. Prognosen waren deshalb schwierig und die allgemeine Verunsicherung bei allen Parteien entsprechend gross. Von einem „Blindflug“ war gar die Rede.

Zu reden im Kanton gaben auch die **zahlreichen Rücktritte während der Legislatur** – acht an der Zahl. Zwar gäbe es Gründe für einen vorzeitigen Rücktritt – so werde etwa die zeitliche Belastung des politischen Mandats von vielen unterschätzt – die Meinungen über taktische Kandidaturen, die einer Partei zu Stimmen verhelfen um dann kurz nach den Wahlen in einen Rücktritt zu münden oder aber über die taktischen Rücktritte kurz vor den Wahlen, um den Nachrückenden den Stempel „Bisheriger“ zu verschaffen, gingen auseinander. Während die SP-Präsidentin Barbara Gysel diese als Realität bezeichnete, waren sie für CVP-Präsident Martin Pfister ein No-Go. Insgesamt traten 246 Kandidierende für die 80 Sitze im Kantonsrat (2010: 231 Kandidierende) an, darunter 65 Frauen (26%).

Die CVP kündigte früh an, um jeden Sitz kämpfen zu wollen, weil man aufgrund des neuen Wahlverfahrens mit Verlusten rechnete. Die Christlichdemokraten sassen seit den Wahlen 2010 mit 23 Vertreterinnen und Vertretern im Kantonsrat. Ziel sei es, stärkste Partei zu bleiben. Die CVP schickte 49 Kandidierende ins Rennen. Auch die FDP sondierte bereits im Frühjahr 2014 mögliche Kandidierende, von denen sie dann 42 präsentierte. Für den Freisinn hiess das Motto, die Wählerstärke zu steigern, um mit dem neuen Verfahren die bisherigen Sitze (20) halten zu können. Auch die SVP (19 Sitze), die mit 44 Kandidierenden antrat, setzte hohe Ziele: man wolle nicht mehr nur drittstärkste Partei sein. Zwar hätten die bürgerlichen Parteien zusammen 77% der Wählerstimmen hinter sich, bürgerliche Politik müsse aber anders aussehen, was nur mit einer stärkeren SVP umgesetzt werden könne, gab Parteipräsident Markus Hürlimann zu Protokoll. Die Alternativen–die Grünen, in Zug die stärkste linke Kraft mit acht Sitzen, die das neue Wahlverfahren mit am vehementesten gefordert hatten, rechneten mit Sitzgewinnen. Ziel war, wieder Fraktionsgrösse (12 Sitze) zu erreichen, wie dies bereits 2006 der Fall gewesen war. Die Partei trat als gemeinsame Liste aus Grünen, Christlich Sozialen und Jungen Alternativen an, auf der insgesamt 50 Kandidierende figurierten. Dabei stellten die Alternativen nicht nur am meisten Kandidierende, sondern die Liste war fast geschlechterparitätisch mit einem Frauenanteil von 48%. Die SP erwartete nicht den gleichen Erfolg wie ihre Schwester in Nidwalden und gab als Ziel den Status Quo (8 Sitze) an. Dies werde schon deshalb schwierig genug, weil die SP mit dem alten System traditionellerweise gar nie in allen Gemeinden angetreten sei. Die SP trat als gemeinsame Liste aus SP, JUSO und SP-Frauen mit insgesamt 31 Kandidierenden auf. Die Erwartungen der kleineren Parteien waren ambivalent. Die GLP (bisher 2 Sitze) erhoffte sich dank des doppelten Pukelsheim einen Sitzgewinn, den sie mit total 27 Kandidierenden realisieren wollte. Die Chancen der erstmals mit 3 Kandidaten antretenden Piratenpartei, die neu eingeführte Wahlhürde zu schaffen, wurden hingegen als gering eingeschätzt. Die grösste Herausforderung für die kleinen und weniger verankerten Parteien SP, GLP und Piraten war es, die Listen möglichst in allen Gemeinden zu füllen, was von den arrivierten Parteien prompt als Gefahr für die Qualität des Kantonsparlamentes bezeichnet wurde.

Bei den Wahlen Anfang Oktober, bei denen sich 40,5% der Berechtigten beteiligten (2010: 43,6%), zeigten sich die aufgrund der veränderten Ausgangslage erwarteten **Verschiebungen allerdings in überraschend geringem Umfang**. Insbesondere die Erwartung, dass der doppelte Pukelsheim tendenziell zu Sitzverlusten bei grossen Parteien führe, wurde nur bedingt bestätigt. Zwar musste die FDP Federn lassen – sie verlor zwei Sitze (neu: 18 Sitze) und büsste einen Prozentpunkt an Parteistärke ein (neu: 22,1%) – die CVP als stärkste Fraktion verlor aber lediglich einen Sitz (neu: 22 Sitze) und konnte sogar leicht an Wählerstärke zulegen (neu: 26,8%; + 0,3 Prozentpunkte). Die SVP konnte ihre 19 Sitze halten und stieg mit einem Wählerzuwachs um 0,9 Prozentpunkte neu zur zweitstärksten Fraktion auf (neu: 23,6%). Auch im linken Lager waren die Verschiebungen gering. Nicht die kleinere SP konnte vom neuen Wahlsystem profitieren – sie gab im Gegenteil einen Sitz ab und kommt neu noch auf sieben Sitze (neu 9,3%) – sondern die im Kanton Zug traditionell stärkeren Alternativen–die Grünen, die um zwei

Sitze zulegen konnten und neu zehn Sitze im Kantonsrat besetzen (neu: 12,8%), darunter auch ein Sitz der CSP. Der Sitzverlust der SP wurde in den Medien auf einen taktischen Fehler zurückgeführt, weil die SP in den kleinen Gemeinden Neuheim und Menzingen nicht angetreten war. Vom doppelten Pukelsheim profitiert haben dürften die Grünliberalen, die sich im Vergleich zu 2010 über eine Verdoppelung ihrer Mandate freuen durften (neu: 4 Sitze). Definitiv keine Chance hatten die Piraten, die mit einem Wähleranteil von 0,4% deutlich an der 3 bzw. 5-Prozent-Hürde scheiterten, was ihrem juristischen Widerstand weiteren Auftrieb gab.

Im Dezember wies dann allerdings auch das Bundesgericht die Beschwerde der Piratenpartei ab. Zwar müsse man mit Sperrklauseln zurückhaltend sein – das Bundesgericht hatte schon früher eine Obergrenze von 10 Prozent festgelegt – die 3 bzw. 5-Prozent-Hürde in Zug sei aber massvoll und könne der Gefahr einer Effizienzbeeinträchtigung und Verkomplizierung des Ratsbetriebs durch zu viele kleine Parteien begegnen.¹²

WAHLEN
DATUM: 04.03.2018
ANDREA DENZ

Der 60-köpfige **Landrat im Kanton Nidwalden** wurde dieses Jahr bereits zum zweiten Mal mit dem System des doppelten Pukelsheim gewählt. Während im Nachbarkanton Obwalden die Proporzahlen weiterhin isoliert in den einzelnen Gemeinden ausgetragen werden, findet in Nidwalden eine Vorverteilung basierend auf der gesamtkantonalen Parteienstärke statt. Kleinere Parteien können so die teils hohen natürlichen Sperrklauseln in den einzelnen Gemeinden umgehen, welche im ursprünglichen Proporzsystem noch vorhanden waren.

Die Zahl der Kandidierenden für den Landrat ging in diesem Jahr etwas zurück. Waren es 2014 noch 167 Anwärterinnen und Anwärter, probierten es heuer noch deren 151. In der Folge schafften es mit 48 Kandidatinnen auch weniger Frauen auf die Listen als noch 2014 (54). Mehr als drei Viertel der Amtsinhaber – 47 von 60 – traten zur Wiederwahl an (2014: 46). Das neue Wahlsystem hatte 2014 – wie erwartet – den kleineren Parteien Sitzgewinne beschert. Damals profitierten die Linksparteien SP und GPS. Trotzdem war der Nidwaldner Landrat eine bürgerliche Bastion geblieben. Die SVP und die CVP teilten sich den Titel der stärksten Partei mit je 17 Sitzen. Die FDP war mit 15 Mandaten beinahe gleich stark vertreten. Die Grünen – ursprünglich aus der Partei «Demokratisches Nidwalden» entstanden – waren im Kanton die führende Linkspartei. Sie traten mit total 40 Kandidierenden zur Verteidigung ihrer 8 Sitze an. Auf der Stansstadter Liste der Grünen befand sich mit der 71-jährigen Nicola Bucher eine der ältesten Kandidatinnen, welche ausserdem bereits von 1996 bis 2006 als Nidwaldner Landrätin gewirkt hatte. Die Sozialdemokraten nahmen als «Juniorpartei» hingegen einzig mit 3 Mandaten im Landrat Einsitz. Von beträchtlichen Verschiebungen wurden bei den anstehenden Wahlen nicht ausgegangen. Keine der Parteien wollte sich jedenfalls mit öffentlichen Zielvorgaben von mehr als nur ein oder zwei Sitzgewinnen hervorheben. Dementsprechend wenig brisant war die mediale Berichterstattung im Vorfeld der Wahlen.

In der Tat änderte sich im Nidwaldner Landrat wenig an der parteipolitischen Konstellation. Den grössten Sitzgewinn konnte die FDP verbuchen. Sie legte um zwei Sitze zu und wurde damit mit neu 17 Sitzen die stärkste Partei im Parlament. Nur noch drittstärkste Partei war die SVP, auf deren Kosten die zwei Sitzgewinne der FDP gingen. Sie hielt damit 15 Mandate im Landrat. Ebenfalls einen Vertreter weniger durfte die CVP stellen, welche noch 16 Sitze hielt. Ihr Verlust bedeute hingegen einen Sitzgewinn für Pierre Nemitz. Dieser war mit der Einer-Liste «Unabhängiges Politisieren» in der Gemeinde Beckenried angetreten, und schaffte sogleich den Einzug in den Landrat. Ohne Verschiebungen blieb das linke Lager. Sowohl die SP (3 Sitze) als auch die Grünen (8 Sitze) konnten ihre Pfründe verteidigen, welche sie bei den letzten Wahlen erobert hatten. Insgesamt verpassten 6 der 47 Bisherigen die Wahl in den Landrat. Der Frauenanteil im Parlament stieg mit 13 Mandatsträgerinnen auf 21.7% an (2014: 15%). Die Wahlbeteiligung stieg ebenfalls um 5 Prozentpunkte auf 54.9% an (2014: 49.9%).¹³

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN

DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Nidwaldner Landsgemeinde in Wil bei Stans wurde der Regierungsrat in derselben parteipolitischen Zusammensetzung gewählt wie bisher: Er **bleibt ein rein bürgerliches Organ bestehend aus fünf CVP- und vier FDP-Mitgliedern**. Neu wurden die beiden Christlichdemokraten Viktor Furrer und Ferdinand Keiser sowie der Freisinnige Werner Keller in die Regierung gewählt. Die beiden Kampfkandidaten des "Demokratischen Nidwalden" blieben erfolglos. Im übrigen lehnten die rund 7000 Teilnehmer an der Landsgemeinde die Vorlage des Landrates zur Reduktion der Zahl der Regierungsmitglieder von neun auf sieben ab. Die Vorlage war nur von der FDP unterstützt, aber auch vom Gesamtregierungsrat zur Annahme empfohlen worden.¹⁴

WAHLEN

DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

Die **Nidwaldner Regierung behielt ihre Zusammensetzung** von fünf Christlichdemokraten und vier Liberalen (FDP). Als Ersatz für Kurt Blöchlinger wurde von der Landsgemeinde der Liberale Roberto Geering gewählt. Er siegte knapp vor dem Nagra-Gegner Leo Odermatt vom Demokratischen Nidwalden und deutlich vor der wild kandidierenden Susanne Tobler (fdp). In **Obwalden** wurden an der Landsgemeinde die vier bisherigen Regierungsmitglieder, welche sich einer Wiederwahl stellen mussten, bestätigt.¹⁵

WAHLEN

DATUM: 15.03.1998
URS BEER

Der **Wechsel des Wahlverfahrens von der Landsgemeinde zur Urnen-Demokratie** sowie die **Verkleinerung der Regierung von neun auf sieben Mitglieder** schafften eine völlig neue Ausgangssituation vor den Regierungsratswahlen im Kanton Nidwalden vom 15. März. Bisher war die Nidwaldner Regierung ein bürgerliches Männergremium mit sechs christlichdemokratischen und drei freisinnigen Regierungsräten gewesen. Sechs Bisherige traten erneut an. Die CVP kandidierte mit einer Fünferliste, die FDP (in Nidwalden Liberale genannt) mit einer Dreierliste und das rot-grüne Demokratische Nidwalden mit einem Kandidaten. Bereits im ersten Wahlgang konnten wider Erwarten alle sieben Sitze vergeben werden. Erstmals schaffte ein Mitglied aus einer anderen Partei als der CVP und der FDP den Sprung in die Regierung: Leo Odermatt vom **Demokratischen Nidwalden**, der 1990 mit dem kantonsweit besten Resultat ins kantonale Parlament gewählt worden war und sich an der Spitze des Nagra-Gegner-Komitees gegen das Atomlager am Wellenberg eingesetzt hatte, landete auf dem siebten Platz und liess die CVP-Kandidatin Lisbeth Gabriel hinter sich. Diese schaffte zwar das absolute Mehr von 6389 Stimmen, schied allerdings als Überzählige aus. Die **Nidwaldner Regierung** bleibt somit auch weiterhin fest in **Männerhand**. Die besten Resultate erzielten die Bisherigen Paul Niederberger (cvp), Meinrad Hofmann (cvp), Werner Keller (fdp), Ferdinand Keiser (cvp) und Viktor Furrer (cvp). Neu gewählt wurde der freisinnige Bauingenieur Beat Fuchs. In der Geschichte des Kantons war es noch nie vorgekommen, dass ein **amtierender Regierungsrat abgewählt** wurde. Dieses Schicksal erlitt durch die Verkleinerung der Regierung **Robert Geering (fdp)**, der 1994 von der Landsgemeinde äusserst knapp vor Odermatt gewählt worden war. Die neue Zusammensetzung lautet damit: 4 CVP, 2 FDP, 1 DN. Die Beteiligung betrug bei dieser erstmals durchgeführten Urnenwahl 49,9%.¹⁶

WAHLEN

DATUM: 03.03.2002
MAGDALENA BERNATH

Nachdem mit Victor Furrer, Meinrad Hofmann und Ferdinand Keiser (alle cvp) sowie Werner Keller (fdp) gleich vier Mitglieder aus der 7-köpfigen Exekutive zurücktraten, gelangten zwei Frauen in den Nidwaldner Regierungsrat, der sich bis anhin nur aus Männern zusammengesetzt hatte: Gewählt wurden die Landratspräsidentin Beatrice Jann von der FDP und die Fraktionschefin der CVP im Landrat, Lisbeth Gabriel. Am besten schnitten die drei Bisherigen Paul Niederberger (cvp), Leo Odermatt vom Demokratischen Nidwalden und Beat Fuchs (fdp) ab. Rang vier belegte der ehemalige CVP-Kantonspräsident Beat Tschümperlin, Rang fünf und sechs gingen an Beatrice Jann und Lisbeth Gabriel, und Gerhard Odermatt (fdp) erreichte den siebten Platz. Überraschend nicht gewählt wurde der Bauernvertreter Paul Matter (cvp). Damit stellen die **Freisinnigen** nicht zum ersten Mal, aber **erstmalig seit der Reduktion von neun auf sieben Regierungsräte vor vier Jahren drei Vertreter in der Regierung**; die CVP verlor ihre absolute Mehrheit.¹⁷

WAHLEN
DATUM: 26.03.2006
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Da sich alle Bisherigen wieder zur Wahl in den 7-köpfigen Nidwaldner Regierungsrat stellten, sorgte lediglich der Sitzanspruch der SVP, die erst seit 1999 im Kanton existiert, für einen Wahlkampf im eigentlichen Sinn. Landrat Res Schmid trat in der ersten Beteiligung der SVP an Nidwaldner Regierungsratswahlen gegen je drei Vertreter von CVP und FDP an, die seit 2002 gleich stark in der Exekutive vertreten sind. Das siebte Mandat wurde vom Bisherigen Leo Odermatt vom grünen Demokratischen Nidwalden verteidigt. Im Gegensatz zum erfolgreichen Abschneiden der SVP im Landrat scheiterte Res Schmid deutlich mit nur 4598 Stimmen am Einzug in die Regierung. **Alle Bisherigen wurden in ihrem Amt bestätigt**, am besten Hugo Kayser (cvp, 9299 Stimmen) vor Paul Niederberger (cvp, 9252) sowie Gerhard Odermatt (fdp, 8817), Beat Fuchs (fdp, 8651) und Leo Odermatt (dn, 8326). Mit Beatrice Jann-Odermatt (fdp, 8321) und Lisbeth Gabriel-Blättler (cvp, 8315) wurden auch die beiden Regierungsrätinnen mit guten Ergebnissen wiedergewählt. Die Wahlbeteiligung lag bei 42,6%.¹⁸

WAHLEN
DATUM: 02.05.2010
MARC BÜHLMANN

Gleich **vier der sieben Regierungsmitglieder traten nicht mehr zu den Gesamterneuerungswahlen an**: Beatrice Jann und Beat Fuchs von der FDP, Lisbeth Gabriel von der CVP und Leo Odermatt von den Grünen verzichteten auf eine weitere Legislatur. Der Kampf von neun Kandidierenden um die sieben Sitze verhiess deshalb Spannung. Die CVP, im Landrat stärkste Partei, trat mit drei Kandidierenden an, um den bei den Ersatzwahlen 2008 an die SVP verlorenen dritten Sitz wieder zurückzuerobern. Neben dem bisherigen Regierungsrat Hugo Kayser schickte die Partei Maria Wyrsh und Alois Bissig ins Rennen. Die mit drei Sitzen gemessen an ihrer Vertretung im Parlament eher übervertretene FDP hatte gleich zwei Vakanz zu verteidigen. Sie trat mit dem bisherigen Gerhard Odermatt, der eine dritte Legislatur anstrebte, sowie mit den beiden neuen Hans Wicki und Yvonne von Deschwanden an. Die SVP erhob mit einem Zweierticket Anspruch auf einen zweiten Regierungssitz. Neben dem bisherigen Ueli Amstad trat der amtierende Landratspräsident Res Schmid nach 2006 bereits zum zweiten Mal an. Die Grünen schliesslich versuchten mit Claudia Dillier den Sitz des zurückgetretenen Leo Odermatt zu verteidigen.

Im ersten Wahlgang wurden fünf von sieben Sitzen besetzt. Neben den drei Bisherigen, schafften es auch Wicki und Schmid. Die **SVP konnte den zweiten Sitz somit gleich auf Anhieb erobern**. Enttäuschend schlugen sich die Frauen, von denen keine das absolute Mehr erreichte, und die Grünen, deren Kandidatin abgeschlagen auf dem neunten Rang lag. Die Wahlbeteiligung lag bei 54%. Obwohl die CVP mit Kayser das beste Resultat erzielt hatte, musste sie im zweiten Wahlgang zittern, denn drei der vier erfolglosen Kandidierenden traten nochmals an. Die CVP setzte nur noch auf Bissig, der im ersten Wahlgang 440 Stimmen mehr erzielt hatte als Wyrsh, um ihre Wahlchancen nicht mit einer Zweierkandidatur zu kompromittieren. Die bürgerliche Allianz war schliesslich erfolgreich. Gewählt wurden von Deschwanden und Bissig. Das **Nachsehen** hatten damit beim zweiten Urnengang, an dem 41,6% der Stimmberechtigten teilnahmen, die **Grünen, deren Regierungsbeteiligung nach zwölf Jahren beendet wurde**. Verliererinnen waren aber auch die Frauen, da nicht mehr zwei, sondern nur noch eine Regierungsrätin in Nidwalden mitregiert.¹⁹

WAHLEN
DATUM: 01.01.2014
MARC BÜHLMANN

Gleichzeitig zu den Gesamterneuerungswahlen für die kantonalen Parlamente standen in den **Kantonen Bern, Obwalden, Nidwalden, Zug und Graubünden** auch die Exekutivwahlen an. Im Kanton Glarus wurde die Regierung rund vier Monate vor dem Parlament bestellt. In fünf der sechs Kantone wurde die Regierungszusammensetzung bestätigt. Einzig in Glarus wurde eine amtierende SP-Regierungsrätin von der SVP verdrängt. Die Glarner Regierung ist damit ab 2014 rein bürgerlich zusammengesetzt. Erfolgreiche Angriffe ritt die SVP in den Kantonen Bern und Nidwalden, wo sie ihre bestehenden Mandate ausbauen, sowie in den Kantonen Graubünden und Obwalden, wo sie erstmals in die Regierung einziehen wollte. Die Angriffe scheiterten in allen vier Kantonen – in Bern allerdings nur sehr knapp. Der Kanton Obwalden bleibt für die SVP damit ein weisser Fleck, was die Regierungsbeteiligung angeht. Die Regierungszusammensetzung im Kanton Nidwalden blieb zwar letztlich gleich, dort wurde aber ein amtierender Regierungsrat der CVP abgewählt. Im Kanton Graubünden vermochte die BDP ihre beiden Sitze zu halten und im Kanton Bern wurde die links-grüne Mehrheit ein weiteres Mal verteidigt – allerdings nur dank des garantierten Sitzes der französischsprachigen Minderheit. Die SP musste nicht nur die Abwahl aus der Glarner Regierung verkraften – nach über 72 Jahren Regierungsbeteiligung – sondern sie scheiterte auch mit ihrem Versuch, den vor acht Jahren verlorenen Regierungssitz im Kanton Zug zurückzuerobern.

Werden die Verschiebungen aufgrund der Ersatzwahlen, die 2014 in drei Kantonen durchgeführt werden mussten (BS, NE, TG), berücksichtigt, verteilen sich die total 156 kantonalen Regierungsratssitze per Ende 2014 wie folgt auf die Parteien: Die **FDP** blieb mit im Vergleich zu Ende 2013 unveränderten 42 Sitzen die stärkste Kraft in den kantonalen Exekutiven. Sie hielt 26,9% aller Regierungsmandate. Auch die **CVP** blieb unverändert bei einem Viertel aller Sitze (39; 25%) zweitstärkste Regierungskraft. Die **SP**, die zwar 2014 einen Sitz verloren hatte, hatte nach wie vor knapp mehr als jedes fünfte Regierungsmandat inne (32 Sitze, 20,5%). 14,1% aller Regierungssitze besetzte Ende 2014 die **SVP**, die also gemessen an ihrer Wählerstärke in den kantonalen Regierungen nach wie vor eher untervertreten ist. Die **Grünen** hielten neun Sitze und die restlichen 12 Sitze verteilten sich auf die BDP (4), Parteilose (3), die Lega (2) sowie die CSP, das MCG und die LP (je ein Sitz). Trotz verschiedentlichen Angriffen schaffte es die GLP auch 2014 nicht in eine kantonale Regierung – bei den Ersatzwahlen in Basel-Stadt scheiterte sie allerdings nur knapp.

Im Vergleich zu Ende 2013 konnten die **Frauen wieder um einen Regierungssitz zulegen**. Zwar wurde im Kanton Glarus mit Christine Bickel (sp) eine Frau abgewählt und mit Marianne Dürst Benedetti (fdp, GL) und Esther Gasser Pfulg (fdp, OW) waren 2014 zwei Frauen zurückgetreten, weil Bickel aber durch Marianne Lienhard (svp, GL) und Gasser-Pfulg durch Maya Büchi (fdp, OW) ersetzt wurde und im Kanton Thurgau mit Carmen Haag (cvp, TG) bei Ersatzwahlen eine Frau in die Regierung gewählt wurde, hielten die Frauen neu 36 der schweizweit 156 Regierungssitze (23,1%). Ende 2014 sass damit in allen Kantonen mindestens eine Frau in der Regierung, in sieben Kantonen (ZH, BE, UR, NW, FR, SH, TG) besetzten Frauen jeweils zwei Sitze und im Kanton Waadt ist die Regierung mehrheitlich weiblich (4 Sitze). Die meisten Regierungsrätinnen stellte die SP (13), deren Exekutivämter zu 40,6% durch Frauen besetzt waren. Bei der FDP waren 10 kantonale Exekutivmitglieder weiblich, wobei dies einem innerparteilichen Frauenanteil von 23,8% entsprach – weniger als bei den Grünen, die mit vier Regierungsrätinnen einen innerparteilichen Frauenanteil von 44,4% erreichten. Ebenfalls nur vier der allerdings total 39 Regierungsmandate stellte die CVP (10,3%), die damit eine noch schlechtere Frauenquote aufwies als die SVP (3 Regierungsrätinnen; 13,6%).

WAHLEN
DATUM: 23.03.2014
MARC BÜHLMANN

Bereits zu Beginn der laufenden Legislatur hatte Gerhard Odermatt (fdp) kommuniziert, dass er altershalber bei den Erneuerungswahlen für den Nidwaldner Regierungsrat 2014 nicht mehr antreten werde. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements hatte der Regierung seit 2002 angehört. Ebenfalls nicht mehr antreten wollte der 2005 in den Regierungsrat gewählte, 61-jährige Hugo Kayser (cvp), der der Finanzdirektion vorgestanden hatte und als einer der Väter der Lizenzbox-Lösung gilt, mit der Firmen Erträge aus Lizenzen (z.B. Patente, Markenrechte) günstiger versteuern können. Wieder antreten wollten die restlichen fünf amtierenden Exekutivmitglieder Ueli Amstad (svp), Alois Bissig (cvp), Yvonne von Deschwanden (fdp), Res Schmid (svp) und Hans Wicki (fdp). Die CVP wollte ihren frei werdenden Sitz nicht nur verteidigen, sondern trat neben Alois Bissig mit zwei weiteren Kandidierenden an. Zur Verfügung stellten sich der amtierende Kantonalpräsident Othmar Filliger und die Gemeindepräsidentin von Oberdorf, Karin Kayser. Die CVP begründete ihren Angriff damit, dass der frei werdende FDP-Sitz aufgrund der Wählerstärken keiner Partei klar zustehe. Die FDP schickte neben ihren beiden amtierenden Kandidierenden Alfred Bossard ins Rennen, um die Dreiervertretung zu verteidigen. Bossard galt 2011 als Favorit für den Nationalrat, musste damals aber aus gesundheitlichen Gründen zurückziehen, was mit ein Grund für den Sieg von Peter Keller (svp) gewesen war. Auch die SVP machte Jagd auf einen dritten Sitz, auf den sie aufgrund ihrer Wählerstärke ein Anrecht habe – tatsächlich verfügt die Volkspartei im Kanton Nidwalden über den höchsten Wähleranteil. Neben den zwei Bisherigen kandidierte Martin Zimmermann, SVP-Fraktionschef im Nidwaldner Landrat. In die seit vier Jahren rein bürgerliche Regierungspalanz wollten die Grünen mit Conrad Wagner einbrechen und so den 2010 verlorenen Sitz wieder zurückerobern – die Grünen sassens als Demokratisches Nidwalden mit Leo Odermatt von 1998 bis 2010 in der Regierung. Obwohl Wagner als Gründer der Mobility Car Sharing und als Verkehrsexperte bekannt und gut vernetzt war, wurden ihm nur marginale Chancen eingeräumt. Allgemein wurde davon ausgegangen, dass die Bisherigen bestätigt werden, wobei ein zweiter Wahlgang bei zehn Kandidierenden für sieben Sitze wahrscheinlich war. Wacklig war einzig der Sitz von Hans Wicki (fdp), der als Baudirektor umstrittene Dossiers (Flugplatz, Zentralbahn Hergiswil) zu betreuen hatte. Der Ausgang der Wahlen, an denen sich 50,2% der Nidwaldner Wählerschaft beteiligte, barg dann allerdings doch einige Überraschungen. Gleich fünf Kandidierende

übersprangen das absolute Mehr (7'485 Stimmen) bereits im ersten Umgang, darunter die neu antretende Karin Kayser (cvp), die 7'859 Stimmen erhielt und dafür sorgte, dass in der Nidwaldner Regierung neu zwei Frauen sitzen. Vom Bisherigenbonus profitieren konnten Ueli Amstad (svp, 9'280 Stimmen), Res Schmid (svp, 8'428 Stimmen), Yvonne von Deschwanden (fdp, 8'169 Stimmen) und Hans Wicki (fdp, 8'075 Stimmen), dem sein Amt als Baudirektor also doch nicht in die Quere gekommen war. Überraschend schlecht schnitt hingegen Alois Bissig (cvp) ab. Mit 7'102 Stimmen lag er gar noch hinter seinem neu antretenden Parteikollegen Othmar Filliger (cvp, 7'293 Stimmen) und auch hinter dem sechstplatzierten Alfred Bossard (fdp, 7'347 Stimmen). Die in Nidwalden in den Vorjahren virulent diskutierte Verschiebung eines Jagdbangebotes vom Skigebiet Titlis in die Bannalp schien Bissig viele Stimmen gekostet zu haben; darauf hin wies zumindest das vergleichsweise schlechtere Abschneiden Bissigs in den von der Verschiebung betroffenen Gemeinden. Überraschend war zudem, dass die beiden Bisherigen der SVP die besten Resultate erzielt hatten, der neu für die Volkspartei antretende Martin Zimmermann aber lediglich 5'329 Stimmen erhielt. Damit lag Zimmermann freilich noch vor Conrad Wagner (gp, 5'203 Stimmen). Die CVP hatte sich mit der Dreierkandidatur in eine schwierige Lage manövriert. Mancherorts wurde gemutmasst, dass eine Stimmenaufteilung zulasten von Bissig die Folge gewesen sei. Die CVP musste sich nun entscheiden, ob sie für den zweiten Wahlgang ihren Parteipräsidenten oder ihren bisherigen Regierungsrat ins Rennen schicken oder gar mit einer Zweierkandidatur antreten wollte. Der Kantonalvorstand entschied sich schliesslich für eine Einerkandidatur mit Filliger und begründete dies mit der höheren Stimmenzahl. Bissig zeigte sich ob dem Entscheid der Parteileitung sehr enttäuscht und tat sich schwer, diesen zu akzeptieren. Er kritisierte, dass man die Wahlbevölkerung hätte entscheiden lassen sollen. Die Grünen, beflügelt durch ihren Wahlgewinn im Parlament, schickten Conrad Wagner erneut ins Rennen. Man wolle verhindern, dass die CVP im Alleingang entscheide, wer in die Regierung komme. Zudem müssten in der Regierung alle politischen Richtungen vertreten sein. Auch Alfred Bossard (fdp) trat noch einmal an. Die SVP verzichtete hingegen auf einen erneuten Angriff. Das mässige Resultat zeige, dass man mit einem pointiert politisierenden Vertreter keine Chance habe, ein Exekutivamt zu gewinnen. Die Volkspartei empfahl die beiden bürgerlichen Kandidierenden. Beim zweiten Wahlgang vom 18. Mai kam es schliesslich zu einer **Bestätigung der bisherigen Regierungszusammensetzung** mit drei FDP- und je zwei CVP- und SVP-Sitzen. Conrad Wagner (gp) hatte mit 5'294 Stimmen keine Chance auf einen Regierungssitz. Othmar Filliger (cvp, 10'196 Stimmen) schaffte es im Vergleich zum ersten Wahlgang, Alfred Bossard (fdp, 10'169 Stimmen) leicht zu überflügeln. Auch weil gleichzeitig eidgenössische Abstimmungen anstanden, lag die Wahlbeteiligung bei 56%. Allerdings nahmen für die nationalen Vorlagen gar 63% der Nidwaldnerinnen und Nidwaldner ihr Stimmrecht wahr.²⁰

WAHLEN
DATUM: 04.03.2018
ANDREA DENZ

Bei den **Regierungsratswahlen in Nidwalden** waren zwei Rücktritte zu verzeichnen. Einerseits verzichtete FDP-Magistratin Yvonne von Deschwanden auf eine dritte Amtszeit, andererseits trat mit SVP-Mann Ueli Amstad das amtsälteste Regierungsmitglied zurück. Beide Rücktritte waren nicht unbedingt absehbar gewesen. Insbesondere das Nicht-Antreten von Regierungsrätin von Deschwanden wurde auf Seiten der FDP bedauert. Für die anstehenden Wahlen war die CVP somit als einzige Partei in der komfortablen Situation, dass sich alle ihre drei Bisherigen wieder zur Wahl stellten. Es waren dies Othmar Filliger, Karin Kayser und der 2016 gewählte Josef Niederberger. Mit Ausnahme der SP, welche als Kleinpartei in Nidwalden keine Ansprüche erhob, drehte sich bei allen anderen Parteien das Kandidatenkarussell für das siebenköpfige Gremium. Die zentrale Frage war, ob es zu einer stillen Wahl mit einem impliziten Nicht-Angriffspakt der bürgerlichen Parteien kommen würde. Als die SVP eine Zweiernomination bekanntgab, sah es zunächst in der Tat danach aus. Die Rechtspartei, welche sonst in anderen Kantonen kaum für bescheidene Sitzansprüche bekannt war, entschied sich, neben dem bisherigen Regierungsrat Res Schmid einzig Landrätin Michèle Blöchlinger zu portieren. Der Entscheid sorgte parteiintern für einigen Diskussionsstoff, war es doch ein offenes Geheimnis, dass mit Landwirt Walter Odermatt ein williger Kandidat für ein Dreierticket bereit gestanden wäre. An der Versammlung der kantonalen SVP genoss die bedachte Strategie der Parteileitung aber letztlich breite Unterstützung. Bei den Grünen stand mit Landrat Conrad Wagner ebenfalls ein Kandidat zur Verfügung, welcher den 2010 verlorenen Sitz zurückerobern wollte. Im Lager der GPS war man aber nicht darauf bedacht, einzig und allein einen Kandidaten zu stellen, um eine stille Wahl zu verhindern. Aus diesem Grund entschied sich die Partei – sehr zum Bedauern Wagners – auf eine Kandidatur zu verzichten. Eine Rolle dürfte dabei auch gespielt haben, dass man mit Wagner bereits zweimal erfolglos für einen Regierungsratssitz angetreten war. Schliesslich war es die FDP, welche mit

ihrem Dreierticket dem Nidwaldner Stimmvolk doch noch eine Auswahl bot. Neben Amtsinhaber Alfred Bossard kandidierten neu Joe Christen und Niklaus Reinhard. Dass die Freisinnigen trotz zwei bisherigen Sitzen mit drei Kandidaten antraten, machte insofern Sinn, als dass die Partei erst 2016 ihren dritten Sitz an die CVP verloren hatte. Mit dem Doppeltücktritt bot sich eine äusserst günstige Chance dies wieder zu korrigieren. Offensichtlich beflügelt vom Entscheid der FDP, wollte es nun plötzlich auch Conrad Wagner wissen. Der Stanser Landrat entschied sich für eine Kandidatur ohne Unterstützung seiner Partei. Bei den Nidwaldner Grünen betonte man, mit dieser Entscheidung keine Probleme zu haben, auch wenn man der Kandidatur wenig Chancen zurechnete.

Somit bewarben sich schlussendlich neun Kandidierende auf die sieben Regierungssitze. Bezüglich Wahlchancen war man sich bei den Bisherigen am ehesten bei CVP-Regierungsrat Josef Niederberger unsicher. Baudirektor Niederberger wurde zwei Jahre zuvor in einer stillen Wahl bestätigt und war damit der amtsjüngste Departementsvorsteher. Seine Chancen in der Erneuerungswahl waren deshalb schwer abzuschätzen. Dass hingegen dem einzigen Kandidaten aus dem linken Lager, Conrad Wagner, ein Coup gelingen würde, galt als eher unwahrscheinlich. Dessen Standpunkt, als Kandidat ohne Parteiunterstützung für das gesamte politische Spektrum wählbar zu sein, wurde in der Nidwaldner Zeitung als «Wunschdenken» bezeichnet. Ein Thema, zu welchem die Kandidatinnen und Kandidaten auch im Wahlkampf Stellung beziehen mussten, war der im Landrat hängige Vorstoss, die Nidwaldner Regierung von sieben auf fünf Mitglieder zu verkleinern – analog zum Nachbarkanton Obwalden. Das Ansinnen stiess bei den Anwärterinnen und Anwärtern auf wenig Zustimmung. Es wurde betont, dass in Sachen Finanzierung wohl ein Nullsummenspiel resultieren würde, und dass das Vollzeitpensum in einem fünfköpfigen Gremium die Distanz zur Bevölkerung eher vergrössern würde. Träte jene Reform jedoch ab 2020 in Kraft, war man sich seitens der Parteien bewusst, dass die jetzigen Wahlen eine beträchtliche Tragweite hätten.

Die Regierungsratswahlen im Kanton Nidwalden wurden dann Anfang März bereits im ersten Wahlgang entschieden. Dabei setzten sich die Amtsinhaberinnen und Amtsinhaber an die Spitze. CVP-Frau Karin Kayser erzielte mit 11'951 Stimmen das beste Resultat. FDP-Regierungsrat Alfred Bossard (11'869 Stimmen) reihte sich noch vor Kaysers Parteikollegen Othmar Filliger (11'456 Stimmen) und SVP-Magistrat Res Schmid (10'860 Stimmen) ein. Auch der der erstmals in einer echten Regierungsratswahl antretende CVP-Mann, Josef Niederberger, schaffte die Wahl mit 10'776 Stimmen problemlos. Die Neukandidierenden machten mit deutlichem Abstand die zwei restlichen Mandate unter sich aus. Dabei konnten SVP-Frau Michèle Blöchli (7'741 Stimmen) und FDP-Kandidat Joe Christen (7'651 Stimmen) am Schluss jubeln. Den Sprung in den Regierungsrat verpassten dafür FDP-Mann Niklaus Reinhard (7'397 Stimmen) und der Grüne Conrad Wagner (6'081 Stimmen). Das absolute Mehr von 6'128 Stimmen wurde von allen Kandidierenden – ausser Conrad Wagner – übersprungen. Dass die Hürde so tief lag, hatte mit dem neuen Wahlsystem zu tun, in welchem die Leerstimmen und Leerzeilen nicht mehr zur Berechnung des absoluten Mehrs miteinbezogen wurden. Im neuen Nidwaldner Regierungsrat sitzen mit der Wahl von Michèle Blöchli weiterhin zwei Frauen. Die Wahlbeteiligung lag – wohl der gleichzeitig stattfindenden Abstimmung über die No-Billag Vorlage geschuldet – bei hohen 56.7% (2014: 50.2%).²¹

Kantonale Ersatzwahlen

Bei einer Stimmbeteiligung von 39,3% bestimmten die Nidwaldner Wahlberechtigten den Gemeindegemeindeführer von **Dallenwil, Hugo Kayser (cvp)**, zum neuen Regierungsrat und **Nachfolger für den verstorbenen Baudirektor Beat Tschümperlin (cvp)**. Der zur Mitte der CVP Gezählte erreichte 68,7% der Stimmen. Der zum rechten Parteiflügel gehörende Metzgermeister Walter Gabriel aus Wolfenschiessen, der mit der Unterstützung von FDP, SVP und Gewerbe angetreten war, musste sich mit lediglich 28,1% der Stimmen zufrieden geben. Chancenlos blieb der Aussenseiterkandidat der Schweizer Demokraten. Die Nidwaldner Regierung setzt sich weiterhin aus je drei Mitgliedern der CVP und der FDP und einem Vertreter des zur GP Schweiz gehörenden Demokratischen Nidwalden zusammen.²²

WAHLEN
DATUM: 27.02.2005
MAGDALENA BERNATH

WAHLEN
DATUM: 13.04.2008
SABINE HOHL

Im Kanton Nidwalden war der frei gewordene Sitz des **in den Ständerat gewählten Paul Niederberger (cvp)** neu zu besetzen. Die CVP nominierte Heinz Keller für die Wahl. Konkurrenz erwuchs ihm durch Ueli Amstad (svp). Die SVP machte mit Blick auf ihre 10-köpfige Vertretung im Landrat (von insgesamt 60 Sitzen) Anspruch auf einen Sitz in der Regierung geltend, die bisher aus 3 CVP, 3 FDP und 1 GP bestand. Trotzdem galt Keller (cvp) als Favorit für die Wahl. Im ersten Wahlgang holte jedoch Amstad (svp) 562 Stimmen mehr als Keller (cvp). Er verpasste das absolute Mehr nur sehr knapp. Nach dem Misserfolg im ersten Wahlgang trat die CVP im zweiten Wahlgang mit einem neuen Kandidaten an: Martin Ambauen, Landwirt und Präsident des Zentralschweizerischen Bauernverbandes. Dieser Kandidat sollte die ländliche Bevölkerung ansprechen. Beim zweiten Wahlgang konnte sich dennoch der **SVP-Kandidat Amstad** deutlich durchsetzen. Er lag in allen Gemeinden vor Ambauen und erhielt fast 3000 Stimmen mehr als dieser. Die Wahlbeteiligung war im zweiten Wahlgang auf 53,8% angestiegen. Offenbar wurde der Anspruch der SVP auf Regierungsvertretung von der Bevölkerung anerkannt. Die SVP konnte erstmals in die Nidwaldner Regierung einziehen, während die CVP einen ihrer drei Sitze verlor.²³

WAHLEN
DATUM: 05.03.2016
DIANE PORCELLANA

Suite à l'élection du conseiller d'Etat Hans Wicki (plr) au Conseil des Etats lors des élections fédérales du 18 octobre 2015, il y a eu une **élection complémentaire à Nidwald**. Le PLR, souhaitant garder son siège afin de maintenir ses trois sièges, a présenté Sepp Durrer. Le PDC, avec la candidature de Josef Niederberger, espérait un troisième siège au gouvernement, tout comme l'UDC qui proposait le candidat Walter Odermatt. Les Verts ont également proposé un candidat, Conrad Wagner, en vue de tenter d'accéder à nouveau au gouvernement, après en avoir été écarté en 2010. Lors de la campagne, une photo compromettante de leur candidat, le montrant alcoolisé, a entaché l'image du parti. Celle-ci aurait été envoyée à la presse par un membre d'un autre parti.

Au premier tour, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue (10'083 voix). Josef Niederberger a eu le meilleur score (6'050 voix), suivi par Walter Odermatt (5'394 voix), puis par Sepp Durrer (4'341 voix) et enfin par Conrad Wagner (3'944 voix).

Pour le deuxième tour, agendé au 10 avril 2016, le PDC a été le premier parti à confirmer la candidature de son candidat. Les autres partis, ayant pris plus de temps pour réfléchir, n'ont finalement présenté aucun candidat. Alors que le scénario le plus probable était une candidature du PDC et de l'UDC, en raison de la grande différence de voix obtenues lors du premier tour, l'UDC a estimé ne pas avoir les ressources nécessaires, en terme d'argent et de profil de candidat, pour participer au deuxième tour. Les Verts ont interprété les résultats du premier tour comme la volonté du peuple d'un gouvernement bourgeois, au lieu de la présence de toutes les forces politiques au sein du gouvernement. Concernant le PLR, Sepp Durrer n'a pas reçu le soutien nécessaire de son parti pour figurer parmi les candidats du deuxième tour, le PLR estimant que les chances étaient trop faibles et voulant plutôt s'investir activement en 2018. Ainsi, le 5 mars 2016, au lendemain du terme fixé pour l'annonce des candidatures, Josef Niederberger a donc été élu pour succéder à Hans Wicki. Suite à la perte du siège PLR au profit du PDC, le nouveau gouvernement se compose de deux PLR, de deux UDC et de trois PDC.²⁴

Eidgenössische Wahlen

WAHLEN
DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Auch in der **Zentralschweiz** schwang die SVP obenaus. Da die kleinen Rechtsausenparteien in der Zentralschweiz bisher kaum vertreten waren, gingen die SVP-Stimmengewinne vor allem auf Kosten von FDP und CVP. Je einen Sitzgewinn gab es für die SVP in Luzern und Zug. Von den 19 zu vergebenden Mandaten für den Nationalrat entfielen unverändert sieben auf die CVP, sechs auf die FDP (-1) und vier auf die SVP (+2); je ein Sitz ging an die SP (LU), die damit ein Mandat verloren hat (ZG) und die Grünen (LU). Der Zuwachs an Wählerstimmen der SVP war im Kanton Schwyz besonders gross; hier konnte sie mit 35,9% sogar die CVP (27,3%) als stärkste Partei von der Spitze verdrängen. In Luzern wurde die SVP mit 22,8% zweitstärkste Partei und konnte der FDP (22,6%) ein Restmandat entreissen. Die CVP (33,8%) büsste hier zwar viereinhalb Prozentpunkte ein, blieb aber stärkste Partei und konnte ihre vier Mandate halten.²⁵

WAHLEN
DATUM: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

In den Kantonen **Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Glarus, Schaffhausen und Jura sowie in beiden Appenzell** kam es zu keinen Sitzverschiebungen.

WAHLEN
DATUM: 19.10.2003
ROMAIN CLIVAZ

Les électeurs des deux **demi-cantons de Suisse centrale** ont confirmé leur soutien aux parlementaires sortants. Le PDC a maintenu son siège à Obwald et les radicaux à Nidwald. Quant au corps électoral de **Glaris**, il a confirmé le sortant du PS. Le retrait de Franz Steinegger, après plus de vingt ans de présence au parlement, n'a pas empêché les radicaux de maintenir leur siège à **Uri**. La nouvelle élue, Gabi Huber, est la première représentante féminine du canton à Berne. La délégation **schwyzoise**, malgré un élargissement à quatre membres à la suite du dernier recensement, a été fortement modifiée avec la non réélection de deux parlementaires sortants : la radicale Maya Lalive d'Épinay et le démocrate chrétien Toni Eberhard. Si les démocrates-chrétiens (-3,8 points à 23,4%) ont sauvé leur mandat, les radicaux (-3,8 points à 15,4%) ont perdu le leur. Les principaux gagnants ont été le PS (+1,2 à 17,6%), qui a récupéré son siège perdu en 1999, et l'UDC qui a obtenu deux mandats (+7,8 points à 43,6%). Les radicaux ont perdu un siège à **Zoug** (3 sièges) où le sortant Hajo Leutenegger n'a pas été confirmé par le corps électoral. L'UDC, avec une progression de 6,3 points à 27,7%, a conservé son siège. Les démocrates-chrétiens ont fait de même, malgré une baisse de 3,5 à 22,9% et le retrait de Peter Hess après vingt ans au parlement fédéral. L'apparement entre les socialistes et la liste « Alternative Kanton Zug » a permis à la gauche de reprendre le siège perdu en 1999. La liste socialiste n'ayant obtenu que la deuxième place de l'apparement, c'est le candidat alternatif Josef Lang qui a été élu.²⁶

WAHLEN
DATUM: 21.10.2007
SABINE HOHL

In den Kantonen der **Zentralschweiz** gab es nur wenige Veränderungen. So blieb in **Luzern** die Sitzverteilung zwischen den Parteien (3 CVP, 2 FDP, 3 SVP, 1 SP, 1 GP) gleich. Auch die Stimmenanteile der Parteien veränderten sich nur unwesentlich, die SVP konnte allerdings um 2,6 Prozentpunkte auf 25,3% zulegen. Zudem kam es zu einem innerparteilichen Wechsel: Pius Segmüller (cvp), ehemaliger Kommandant der Schweizergarde, wurde anstelle seines Parteikollegen Franz Brun in den Nationalrat gewählt. Im **Kanton Zug** wurden die drei bisherigen Nationalräte (1 CVP, 1 SVP, 1 Alternativer Grüner) wieder gewählt. Der Versuch der FDP, eine grosse Listenverbindung mit der CVP und der SVP zu bilden und damit den Sitz der Alternativen anzugreifen, war im Vorfeld der Wahlen gescheitert. Im **Kanton Obwalden** endeten die Wahlen mit einer Überraschung: Gewählt wurde der SVP-Kandidat Christoph von Rotz. Kantonsrat Patrick Imfeld (cvp) war vom parteilosen Künstler Luke Gasser konkurrenziert worden und verlor dadurch Stimmen. Im **Kanton Nidwalden** wurde Edi Engelberger (fdp) in stiller Wahl bestätigt. Der Wahl vorausgegangen war eine grössere Diskussion bei der Nominierung von Engelberger durch die FDP. Engelberger hatte zunächst innerparteiliche Konkurrenz, die sich allerdings nicht durchsetzen konnte. Im **Kanton Schwyz** wurden die bisherigen Nationalräte (2 SVP, 1 CVP, 1 SP) bestätigt. Die SP konnte ihren Sitz trotz Stimmenverlusten knapp gegen den Angriff durch die FDP verteidigen, dies auch dank einer Listenverbindung mit den Grünen. Im **Kanton Glarus** wurden der bisherige Vertreter im Nationalrat, Werner Marti (sp) problemlos wieder gewählt. Im **Kanton Uri** gab es keine offiziellen Gegenkandidaten zur bisherigen Gabi Huber (fdp), diese wurde klar bestätigt.²⁷

WAHLEN
DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Nidwalden** kam es zu einer stillen Wahl. Da einzig der Bisherige Paul **Niederberger** (cvp) gemeldet war, wurde er still bestätigt.²⁸

WAHLEN
DATUM: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Nidwalden** wurden drei Wahlvorschläge eingereicht. Der einzige Nidwaldner Nationalratssitz wurde bisher von der FDP gehalten. Diese wollte den durch den Rücktritt von Edi Engelberger frei gewordenen Sitz mit Heinz Risi verteidigen, bekam allerdings Konkurrenz von Peter Keller (svp) und Conrad Wagner (gp). Die SVP, die bei den Kantonsratswahlen von 2010 die CVP als stärkste kantonale Partei abgelöst hatte, strebte auch eine Vertretung im Nationalrat an. Die FDP wurde von der CVP unterstützt, die den Ständeratssitz in stiller Wahl bereits auf sicher hatte (siehe unten). Auch im Kanton Nidwalden war die Ausgangslage spannend, was sich in der hohen Wahlbeteiligung von 60,9% manifestierte. Kein Vergleich also zu 2007, als im Halbkanton noch stille Wahlen durchgeführt worden waren. Das Rennen machte schliesslich die **SVP** mit Keller, der 8'060 Stimmen (45,2%) auf sich vereinen konnte.

Risi (fdp) erhielt 6'273 Stimmen (35,2%) und für Wagner (gp) stimmten 3'487 Personen (19,6%), was im bürgerlich dominierten Nidwalden als Achtungserfolg gewertet wurde. Damit konnte die SVP zum ersten Mal auch in Nidwalden einen Nationalratssitz erringen. Einige Diskussionen löste der Umstand aus, dass Keller Inlandredaktor bei der Weltwoche war. Er selber bezeichnete das Doppelmandat in einem Milizsystem als natürlich. Auf der anderen Seite wurden in der Presse mögliche Rollenkonflikte diskutiert. Keller war freilich nicht der erste Journalist im Bundeshaus: von 1983 bis 2007 sass Le Temps-Journalist Jacques-Simon Eggly (lp, GE) im Nationalrat und Kurt Müller (fdp, ZH) war als NZZ-Inlandchef von 1984 bis 1991 ebenfalls in der grossen Kammer. Bis in die 70er Jahre war die Kombination Journalist und Parlamentarier weit verbreitet. Heute gilt sie als medienethisch verpönt und laut Presserat sind die beiden Rollen "grundsätzlich nicht vereinbar".²⁹

WAHLEN

DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Im **Kanton Nidwalden** musste bei den **Ständeratswahlen** ein Nachfolger für den zurückgetretenen CVP-Vertreter Paul Niederberger gefunden werden. Der Kanton war seit Anbeginn des Bundesstaates eine Bastion der Christdemokraten. Der Verlust des Nationalratssitzes anlässlich der Wahlen 1995 stellte für die Partei aber eine Zäsur dar. Nun war indes auch noch der Sitz im «Stöckli» gefährdet. Diesen Verlust zu verhindern versuchte die CVP mit Kantonalpräsidentin Therese Rotzer. Sie war erst vor zwei Jahren in die Parteipolitik eingestiegen und sass zudem erst seit einem Jahr im kantonalen Parlament. Die Freisinnigen griffen den Sitz an und präsentierten ihrerseits mit Hans Wicki einen erfahrenen und profilierten Regierungsrat. Der Nidwaldner Baudirektor sollte für die FDP den historischen Einzug in die kleine Kammer bewerkstelligen. Als krasser Aussenseiter kandidierte zudem der selbsternannte «Wieder- und Querdenker» Sepp Käslin aus Wolfenschiessen.

Die Medien gingen von einem eher engen Rennen zwischen den beiden bürgerlichen Kandidaten aus. Therese Rotzers mangelnde politische Erfahrung wurde aber als klares Handicap aufgefasst, welches ihre Aufgabe nicht einfach machen würde. Wicki galt hingegen als bestens vernetzt in Wirtschaftskreisen, nicht zuletzt, weil er die einflussreiche Industrie- und Handelskammer der Zentralschweiz präsidierte. Auch politisch galt die CVP-Kandidatin als etwas weniger klar fassbar. Im Wahlkampf profilierten sich aber sowohl Rotzer als auch Wicki mit stramm bürgerlichen Positionen, wie dies in einem konservativen, ländlichen Kanton wie Nidwalden zu erwarten war. Von den linken Parteien im Kanton – der SP und den Grünen – gab es dementsprechend für beide keinen offiziellen Support. Zwischen der FDP und der SVP war zunächst von einer gegenseitigen Unterstützung der National- und Ständeratskandidaten zu lesen. Am Ende beschloss die SVP aber Stimmfreigabe und brach ebenfalls weder für die Anwärtlerin noch für den Anwärter eine Lanze.

Mit dem Wahlsonntag nahm dann die Ära der CVP-Dominanz im Kanton Nidwalden definitiv ihr Ende. FDP-Mann Hans Wicki übersprang das absolute Mehr von 8'911 Stimmen und durfte sich am Ende über 9'249 Nidwaldner Stimmen freuen. CVP-Kandidatin Therese Rotzer musste sich mit 7'238 Stimmen geschlagen geben. Der parteilose Sepp Käslin konnte 499 Stimmen auf sich vereinen. Somit gelang den Nidwaldner Freisinnigen nach 167 Jahren der historische, weil erstmalige Einzug in den Ständerat.³⁰

WAHLEN

DATUM: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Im **Kanton Nidwalden** wurde auch bei den **Nationalratswahlen 2015** nur ein Sitz vergeben. Zur Wiederwahl stellte sich SVP-Nationalrat Peter Keller, welcher auch als freier Autor bei der Weltwoche tätig ist. Die Wahl des Hergiswilers vor vier Jahren bedeutete den ersten Erfolg eines SVP-Politikers überhaupt bei eidgenössischen Wahlen im Kanton. Er nahm damals der FDP den Nationalratssitz ab, welchen die Freisinnigen ihrerseits 1995 erstmals der CVP entrissen hatten. Bei den Wahlen 2015 sah bis kurz vor Ablauf der Eingabefrist alles nach einer stillen Wahl Kellers aus. Im letzten Moment kam es dann doch noch zu einer Überraschkandidatur des parteilosen Journalisten Andreas Fagetti. Fagetti war bei der Zürcher Wochenzeitung (WOZ) tätig und hatte weder seinen Wohnsitz in Nidwalden, noch war er anderweitig mit dem Kanton verbunden. Der gebürtige St. Galler trat denn auch erklärermassen aus einem einzigen Grund an, nämlich um den Nidwaldnern eine demokratische Auswahl zu bieten. Bezeichnenderweise nannte er seine Wahlliste «Demokratie ermöglichen». Das durchaus spezielle Journalistenduell brachte etwas Leben in den Nidwaldner Nationalratswahlkampf, obwohl Fagetti keine realen Chancen eingeräumt wurden. Immerhin erhielt er offizielle Unterstützung von der SP und den Grünen, welche – kaum überraschend – dem amtierenden SVP-Nationalrat nichts abgewinnen konnten.

Amtsinhaber Peter Keller von der SVP wurde am Wahlsonntag mit 13'380 Stimmen erwartungsgemäss klar bestätigt. Andreas Fagetti schien über seine 2'776 Stimmen eher erstaunt, war er doch «als völlig unbekannter Auswärtiger» angetreten. Rund 1'600 Stimmzettel wurden darüber hinaus leer eingelegt. Auch wenn das Endergebnis absehbar war, hatte die präsentierte Auswahl immerhin zur Folge, dass die Wahlbeteiligung mit 58.3% fast so hoch war wie 2011.³¹

WAHLEN
DATUM: 20.10.2019
ELIA HEER

Bei den **Nationalratswahlen 2019 im Kanton Nidwalden** strebte der Bisherige Peter Keller (SVP) die Wiederwahl an. Er wurde von seiner Partei problemlos für eine dritte Amtszeit nominiert. Weder die FDP noch die CVP schienen besonders motiviert, den Sitz von Keller anzugreifen. Der ehemalige Regierungsrat Alois Bissig (CVP) wollte der SVP den Sitz aber nicht einfach so überlassen und strebte eine offizielle Nomination durch seine Partei an. Doch er scheiterte bereits an der Nomination durch seine Ortspartei CVP Ennetbürgen, welche sich unter anderem aus Kostengründen gegen die Kandidatur aussprach. Damit kam er für die Kantonalpartei als Kandidat nicht mehr in Frage – ein herber Rückschlag für Bissig, der sich trotz fehlender Unterstützung seiner Partei entschied, als «Wilder» zu kandidieren. Hierfür formte er ein überparteiliches Unterstützungskomitee, bestehend aus vereinzelt Politikern der Grünen, der CVP und der FDP. Da die kantonale CVP daraufhin definitiv auf eine Kandidatur verzichtete, blieben Keller und Bissig die einzigen Kandidaten.

Der Wahlsonntag verlief wie von den meisten erwartet. Peter Keller holte 9655 Stimmen und wurde mit deutlichen Vorsprung wiedergewählt. Alois Bissig erhielt 5383 Stimmen, was immerhin zum Prädikat «Achtungserfolg» reichte. Die Stimmbeteiligung fiel um 7.9 Prozentpunkte und betrug damit noch 50.4 Prozent.³²

WAHLEN
DATUM: 20.10.2019
ELIA HEER

Der Bisherige Hans Wicki (FDP) trat vier Jahre nach seinem historischen Einzug in den Ständerat erneut bei den **Ständeratswahlen im Kanton Nidwalden** an. Die offizielle Nomination an der FDP-Delegiertenversammlung war reine Formsache. Sowohl die CVP als auch die Grünen hatten sich zwar überlegt, eine Gegenkandidatur aufzustellen, doch beide Parteien entschieden sich schlussendlich dagegen. Da keine weiteren Kandidaturen eingingen, wurde Hans Wicki in stiller Wahl wiedergewählt.³³

Ständeratsersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

An der Nidwaldner Landsgemeinde verlief die Wahl des am CVP-Parteitag, nicht aber von der Delegiertenversammlung als Nachfolger Norbert Zumbühls nominierten **Peter Josef Schallberger** gegen seinen freisinnigen Kontrahenten Uli Sigg derart knapp, dass nach dreimaligem Handerheben ausgezählt werden musste.³⁴

WAHLEN
DATUM: 29.04.1990
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Bestätigungswahl von **Niklaus Kuchler (cvp)** an der Sarner Landsgemeinde im Kanton Obwalden war unbestritten.³⁵

WAHLEN
DATUM: 24.04.1994
EVA MÜLLER

An der Landsgemeinde in Nidwalden wurde der amtierende Ständerat **Peter Josef Schallberger (cvp)** erwartungsgemäss bestätigt. Ebenfalls erwartungsgemäss wurde an der Landsgemeinde in Obwalden Ständerat **Niklaus Kuchler (cvp)** für eine weitere Amtsperiode gewählt.³⁶

WAHLEN
DATUM: 01.03.1998
URS BEER

Problemlos schaffte der **bisherige CVP-Ständerat Peter Josef Schallberger** seine Wiederwahl für eineinhalb Jahre (ab 1999 wird die Nidwaldner Ständeratsvertretung gleichzeitig wie diejenige des Nationalrats ermittelt). Immerhin votierten mehr als ein Drittel aller Stimmenden entweder für die unbekannte Herausforderin Daniela Filliger von der Partei der Wahrheit oder legten leer ein.³⁷

1) Elections cantonales et communales 2016

2) Elections cantonales et communales 2018

3) LNN und Vat., 2.4.90.

- 4) Presse vom 13.4.1994.
- 5) Presse vom 16.3. und 17.3.98.
- 6) NLZ, 6.12.01 und 9.1.02; Presse vom 4.3.02.
- 7) NLZ, 2.2. und 4.2.06; NZZ, 22.3.06; Presse vom 27.3.06.
- 8) NLZ, 14.1.10; NLZ, 8.3.10; TA, 8.3.10; www.nw.ch
- 9) St. Iv. 14.307 (Zug); St.Iv. 14.316 (Uri); NZZ, 5.3., 19.6.14; ZGZ, 21.6.14; NZZ, 5.11., 20.11., 1.12., 18.12.14
- 10) Kantonale Parlamentswahlen 2014; SoZ, 25.5.14
- 11) NWZ, 13.1., 22.1., 28.1., 6.2., 13.2., 19.2., 7.3., 13.3., 15.3., 17.3.14; LZ, NWZ, 24.3.14; NWZ, 27.3.14
- 12) ZGZ, 7.8.13, 23.5., 2.6.14; NZZ, 19.6.14; ZGZ, 14.8., 18.8., 19.8., 21.8., 25.8., 27.8., 2.9., 5.9.14; NZZ, 25.9.14; ZGZ, 6.10.14; ZGZ, 8.10.14
- 13) SRF; NWZ, 9.1., 10.1., 21.2.18; NWZ, NZZ, 5.3.18; NWZ, 7.3.18
- 14) LNN, 26.4. und 30.4.90; NZZ, 24.4.90; Vat., 30.4. und 2.5.90.
- 15) Presse vom 25.4.94; LZ und NZZ vom 25.4.94.
- 16) Presse vom 16.3.98; NZZ, 2.3.98.
- 17) NLZ, 6.9.01-18.2.02; Presse vom 4.3.02
- 18) Bund, 24.3.06; NZZ, 22.3.06; TA, 22.2.06; Presse vom 27.3.06.
- 19) NZZ, 22.2.10; NLZ, 4.3.10; Presse vom 15.1. bis 6.3.10; Presse vom 9.3.10; Presse vom 11.3 bis 29.4.10; NLZ, 3.5.10 und Presse vom 3.5.10
- 20) NWZ, 22.8.13, 8.1., 18.1., 30.1., 1.2.14; NZZ, 12.2.14; NWZ, 6.3., 7.3., 11.3.14; NWZ, 12.3.14; NZZ, 14.3.14; LZ, NWZ, NZZ, 24.3.14; NWZ, NZZ, 26.3.14; NWZ, 26.4., 29.4., 30.4.14; NZZ, 9.5.14; LZ, 19.5.14
- 21) LZ, 22.9.17; NWZ, 29.12.17, 4.1., 6.1., 8.1., 10.1., 12.1.18; BU, 13.1.18; NWZ, 16.1., 21.2., 23.2.18; NWZ, 5.3.18; NWZ, 6.3.18
- 22) NLZ, 4.11., 30.11., 4.12., 16.12.04, 12.1. und 25.2.05; NLZ und NZZ, 28.2.05.
- 23) NLZ und NZZ, 11.1.08; Presse vom 25.2.08; NLZ, 10.4.08; Presse vom 14.4.08.
- 24) NWZ, 20.2., 29.2., 2.3., 3.3.16
- 25) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 26) FF, 2003, p. 6863; NLZ, 15.9.03 et presse du 20.10.03 (OW); FF 2003, p. 6864; NLZ, 30.8.03; presse du 20.10.03 (NW); FF, 2003, p. 6865; BaZ, 1.9.03 et presse du 20.10.03 (GL); FF, 2003, p. 6856; NLZ du 20.10.03 (UR); FF, 2003, p. 6857 ss.; NZZ, 21.7.03; BaZ, 6.10.03; presse du 20.10.03 (SZ); FF, 2003, p. 6866 ss.; NLZ, 21.2.03; NZZ des 7.8, 20.10 et 28.10.03 (ZG).
- 27) BBl, 2007, S. 8083 ff.; NZZ, 22.10.07; NLZ, 18.8.07.
- 28) NLZ und NZZ, 6.9.11; www.nw.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
- 29) BBl, 2011, S. 8267 ff.; NLZ, 18.3.11; SoS, 12.8.11; NLZ, 19.8.11; NZZ, 6.9.11; NLZ, 9.9.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; www.nw.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.; BaZ, 25.10.11; www.ratgeber.presserat.ch
- 30) NWZ, 20.3., 24.4., 25.4.15; NZZ, 12.5.15; NWZ, 18.9., 21.9.15; So-Bli, 4.10.15; NWZ, 19.10.15
- 31) NWZ, 28.3.15; NZZ, 12.5.15; NZZ, SGT, 1.9.15; So-Bli, 6.9.15; NWZ, 18.9., 21.9., 19.10.15
- 32) OWZ, 18.1., 19.1.19; NWZ, 14.5.19; OWZ, 17.5., 4.6.19; NWZ, 5.7.19; TA, 19.9.19; NWZ, 2.10., 21.10.19
- 33) OWZ, 19.1., 26.1.19; NWZ, 6.4.19; OWZ, 3.9.19
- 34) NZZ, 30.4.90; Vat., 9.2.90; LNN, 14.4. und 30.4.90.
- 35) NZZ, 30.4.90; Vat., 9.2.90; LNN, 14.4. und 30.4.90.
- 36) NZZ und LZ, 25.4.94.
- 37) Presse vom 2.3. und 3.3.98.